

**MINISTERE DELEGUE, CHARGE DE LA
DECENTRALISATION ET DES COLLECTIVITES
LOCALES**

**PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT
DES COLLECTIVITES LOCALES /
PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT
LOCAL URBAIN (PADEC / PADELU)**

**REVUE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION
DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2008
– LOT 1**

RAPPORT DEFINITIF

DECEMBRE 2009

SOMMAIRE

Groupement BARRY / MONTEIL

**GROUPEMENT CABINET MONTEIL
& CIE / MAMADOU BARRY**

**Immeuble Café de Rome - Bd de la
République – Dakar**

38, Avenue Malick Sy - Dakar

	<u>Pages</u>
OPINION DE L'AUDITEUR.....	3
1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES.....	6
2. OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT.....	12
3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE.....	16
4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE.....	19
5. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES.....	23
6. REVUE DETAILLEE DES MARCHES.....	29

ANNEXES

Annexe n°1	Commentaire de l'Autorité Contractante sur le Rapport Provisoire
Annexe n°2	Réponse de l'Auditeur

OPINION DE L'AUDITEUR

COMMENTAIRES PREALABLES A L'OPINION DE L'AUDITEUR
--

La mission de revue devant principalement déboucher sur l'expression d'une opinion sur le degré de respect des dispositions et procédures du Code des Marchés, l'Auditeur a formulé cette opinion selon la stratification ci-après :

Types d'opinion retenus par l'Auditeur

Explicitation des critères propres à chaque type d'opinion

Opinion « **Performance Parfaite** »

L'Autorité Contractante s'est conformée aux directives de forme et de fond du Code en matière de passation de marchés

Opinion « **Performance Satisfaisante** »

L'Autorité Contractante s'est conformée aux directives de fond, mais n'a pas respecté certaines dispositions de forme en matière de passation de marchés (**ie** dispositions de forme **n'entraînant pas des violations aux principes d'économie, d'équité et transparence.** **Ex** : non établissement et/ou non transmission des rapports périodiques exigés par le Code, archivage défectueux des documents, etc...).

Opinion « **Performance Moyenne** »

L'Autorité Contractante n'a pas respecté, sur un nombre très limité de marchés et pour des montants non significatifs certaines directives de fond en matière de passation de marchés.

Opinion « **Performance Non Satisfaisante** »

L'Autorité Contractante n'a pas respecté les directives en matière de passation de marchés, de manière récurrente et sur un nombre et pour des montants significatifs de marchés

<h2>OPINION DE L'AUDITEUR</h2>

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à une revue de la conformité de la passation des marchés par **le Programme d'Appui au Développement des Collectivités Locales / Programme d'Appui au Développement Local Urbain (PADEC/PADELU)** au titre de la gestion 2008.

Cette revue a été effectuée selon la méthodologie décrite **dans les développements qui suivent**, par référence aux dispositions du **Code des Marchés – Décret n° 2007-545 du 25 avril 2007**, complété par le **Décret n° 2007-546 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)** et par le Décret n° 2007-547 portant création de la **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)**. Il a été également pris en compte les dispositions des Arrêtés et Circulaires portant application de ces décrets.

La mission a porté, outre la revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité contractante, sur un montant total de marchés de francs CFA 917.296.956, soit 100 % des marchés passés au titre de la gestion 2008 par le PADEC/PADELU.

Constats à l'issue de ces travaux :

Au plan institutionnel, le Ministère de tutelle du PADEC/PADELU s'est conformé tardivement, au mois d'avril 2008, aux dispositions du nouveau Code des Marchés Publics en ce qui concerne la mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés ; par ailleurs, ni la Cellule de Passation des Marchés, ni la Commission des Marchés n'ont produit respectivement les rapports trimestriels et le Rapport Annuel sur les marchés passés au titre de la gestion 2008. Au plan de la passation des marchés, les violations aux dispositions du Code des Marchés les plus significatives ont été : (1) celles relatives à L'Avis Général de Passation des Marchés : il n'a pas été produit et publié ; (2) celles relatives à l'information des soumissionnaires (les procès-verbaux d'ouverture des plis n'ont pas été transmis aux soumissionnaires).

Enfin, sur un (1) marché, celui relatif à des prestations intellectuelles, l'avis de la Direction Centrale des Marchés Publics n'a pas été requis, au niveau de l'attribution, bien que le montant du marché dépasse le seuil fixé par l'Arrêté n° 11580 du 28/12/07.

.../...

Conclusion de l'Auditeur :

Les constats ci-avant amènent à l'expression de la part de l'Auditeur, d'une opinion « Performance moyenne » en ce qui concerne le PADEC/PADELU pour la gestion 2008.

Fait à Dakar, le 31 Décembre 2009

**Le Représentant du Groupement
BARRY/ MONTEIL**

1- DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES
--

**1. BREF RAPPEL DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL DU SYSTEME ET
DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES**

- Dispositif institutionnel

Le décret n° **2007-545 du 24 Avril 2007** institue le Code des Marchés Publics au Sénégal. Il est complété par le **décret n° 2007-546** portant Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le **décret n° 2007-547** portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Des Arrêtés ont été pris par le Ministère de l'Economie et des Finances, en application de certaines dispositions du Code des Marchés Publics. Le Code des Marchés Publics entre en vigueur, dès le mois de janvier 2008 (circulaire n°4 du PM du 28/1 2/2007).

Le dispositif institutionnel comprend :

- Les **Autorités Contractantes** avec les structures suivantes installées à leur niveau : les **Commissions de Marchés** et les **Cellules de Passation des Marchés**.
- La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)**, en charge, entre autres missions, du contrôle a priori des dossiers transmis par les Autorités Contractantes ; ce contrôle s'exerce à trois niveaux, en fonction de seuils de marchés fixés :
 - Examen préalable des Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) ;
 - Examen des procès verbaux d'analyse comparative des offres et recommandations pour l'attribution provisoire des marchés ;
 - Examen juridique et technique des marchés.
- L'**Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)**, en charge, entre autres missions (avis, propositions, recommandations), du contrôle a posteriori des procédures de passation des marchés (audits) et du règlement des différends portés à son attention (dénonciations d'irrégularités, recours) par les parties concernées par la passation des marchés.

▪ **Procédures de passation des marchés :**

Les Autorités contractantes établissent leurs prévisions de dépenses pour la gestion à venir (budgets).

Elles établissent un **Plan de Passation des Marchés** (PPM), pour les marchés d'un certain seuil, et un **Avis Général de Passation des Marchés**, transmis à la DCMP et à publier dans les conditions fixées par le décret n° 2007-545.

Elles procèdent à des consultations, selon une des formes ci-après et en respectant les modalités de publicité et d'avis préalable de la DCMP définies par le Code des Marchés Publics :

- Appel d'Offres Ouvert (AOO),
- Appel d'Offres Restreint (APR),
- Prestations intellectuelles (PI),
- Demandes de Renseignements et de Prix (DRP),
- Entente Directe (ED).

▪ **Procédures d'approbation des marchés**

En fonction de seuils fixés et du type d'autorité contractante (structure d'Etat, Etablissements Publics, Agences, Sociétés Nationales), les marchés sont portés à l'approbation du Premier Ministre, du Représentant de l'Etat ou du Conseil d'Administration de la société.

▪ **Procédures d'exécution du marché**

L'exécution du marché (réception, paiement) est assurée par l'Autorité Contractante.

▪ **Rapports périodiques sur les marchés**

Les **Cellules de Passation des Marchés** de chaque Autorité Contractante doivent établir, en cours d'année, des rapports trimestriels à transmettre à la DCMP.

Les **Commissions des Marchés** doivent établir, avant le 31 mars de chaque année, à l'intention de l'ARMP, un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics de l'année précédente.

La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)** publie périodiquement les statistiques relatives aux marchés publics.

L'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) rend compte, dans un Rapport Annuel, des contrôles effectués et des décisions prises à l'occasion des recours introduits auprès du Comité de Règlement des Différends.

2- OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2. OBJECTIFS DE L'AUDIT ET METHODOLOGIE ADOPTEE

2-1 Spécificités de la Gestion 2008

La gestion 2008 correspond à la première année d'application du nouveau Code des Marchés Publics.

Elle se caractérise donc par la co-existence :

- de marchés exécutés en 2008 mais dont les procédures de passation (appels d'offres, adjudication), avaient été initiées en 2007 selon les dispositions du décret 2002-550 du 30 mai 2002 ;
- de marchés initiés en 2008 selon les dispositions du nouveau code.

Les interventions de l'Auditeur ont concerné exclusivement les marchés **régis par le décret n° 2007-545** (nouveau Code).

2-2 Objectifs de l'Audit

La présente mission a pour **objectif principal** :

- la vérification du processus de passation des marchés et des contrats signés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2008, afin de mesurer le degré de respect des dispositions édictées par le Code des Marchés ;
- l'expression d'un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du Code des Marchés pour les dépenses des Autorités Contractantes.

Les **objectifs spécifiques** suivants doivent être atteints à l'issue de la mission :

- expression d'une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées ;
- contrôle de la conformité des procédures avec les principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictée par le Code des Marchés ;
- expression d'une opinion sur la qualité des contrats (aspects techniques et économiques).

2-3 Méthodologie générale retenue pour la mise en œuvre de la mission

2-3-1 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante

La revue a consisté en un contrôle des modalités de mise en place et de fonctionnement des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés et en une appréciation de l'efficacité du système de classement des documents de passation des marchés ; de même, il a été passé en revue les relations entre les Commissions des Marchés, les Cellules de Passation et l'ARMP et la DCMP.

Des demandes ont été adressées par l'Auditeur :

- à la DCMP, pour la confirmation de la réception de la liste des membres des Commissions de Marchés et des Cellules de Passation des Marchés, des Plans de Passation des Marchés, des Autorités Contractantes, au titre de la gestion 2008 ;
- à l'ARMP, pour la confirmation de la réception des rapports annuels 2008 des Commissions des Marchés des Autorités Contractantes.

Les réponses obtenues ont été comparées aux résultats des revues effectuées au niveau des Autorités Contractantes.

2-3-2 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'autorité Contractante

Cette étape -importante à plus d'un titre- a été couverte par le recoupement des données fournies par les Situations, Etats et Rapports suivants :

- budget 2008 exécuté de l'Autorité Contractante ;
- plan de Passation de Marchés 2008 de l'Autorité Contractante ;
- états financiers au 31/12/2008 (Bilan, Compte de Résultat) et Grand-Livre des comptes de l'Autorité Contractante pour retracer les opérations (investissements et dépenses de fonctionnement) de 2008 ;
- rapport d'activités 2008 de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- données statistiques sur les marchés immatriculés en 2008 à partir du site web de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;

- rapport Annuel 2008 de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) (notamment pour les aspects liés à l'organisation des Cellules de Passation des Marchés et aux recours introduits par les parties concernées par la passation des marchés).

Le recouplement des données issues de ces différents documents a permis de vérifier et de mettre en évidence :

- les marchés (Appels d'Offres, DRP) révélés par l'Autorité Contractante à l'Auditeur, au départ de la mission ;
- les marchés non portés à l'attention de l'Auditeur ;
- les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

2-3-3 Constitution de l'échantillon

L'Auditeur a constitué l'échantillon :

- selon les modalités définies par les Termes de Références ;
- ou bien, lorsque les marchés passés n'étaient pas en nombre significatif, à 100 % des dossiers ;
- et en y ajoutant systématiquement les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

2-3-4 Revue détaillée des marchés retenus

Une revue détaillée des marchés a été effectuée :

- contrôle sur pièces et appréciation des procédures appliquées par rapport aux dispositions du Code des Marchés ;
- analyse des contrats établis ;
- vérifications physiques, dans le cas où ces vérifications s'avèrent possibles ;
- dans certains cas, contrôle de la compétitivité des prix ;
- contrôle du niveau et du rythme des paiements.

**3- PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE
CONTRACTANTE**

3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

Le Programme d'Appui au Développement Local Urbain a été mis en place dans le cadre du 8^{ième} FED par le Gouvernement du Sénégal et l'Union Européenne pour la période 2001 à 2007 dans le cadre de la décentralisation afin de responsabiliser les communes dans la maîtrise d'ouvrage des investissements à réaliser, ainsi que dans les opérations d'appui à mener. Il s'inscrit dans une stratégie globale de lutte contre la pauvreté urbaine.

Les principes qui sous tendent l'action du Programme reposent sur :

- la maîtrise d'ouvrage communale par une responsabilisation totale et entière des communes, dans l'exécution des projets ;
- l'appui budgétaire qui permet la mise à disposition directe des fonds par les circuits du Trésor Public ;
- et la participation et la responsabilisation des acteurs à la base regroupés autour des cadres de concertation.

3-1 Responsabilités

Les réalisations du PADELU qui se chiffrent à environ 4 milliards pour les investissements réalisés peuvent être décrites comme suit :

- Réalisation de 175 infrastructures au niveau de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique urbaine, des équipements marchands, des espaces verts, des équipements communautaires, de la voirie, des équipements de jeunesse, de l'assainissement général ;
- Sensibilisation à l'entretien et à la maintenance des infrastructures par l'organisation d'ateliers d'échanges d'expériences, la mise en place de comités de gestion, d'entretien et de maintenance ;
- Le renforcement des capacités des acteurs au moyen de la mise à disposition des communes de plusieurs outils d'appui à la maîtrise d'ouvrage, de l'organisation de séminaires de formation, de l'élaboration du guide d'entretien et de maintenance des infrastructures, de l'élaboration d'un guide d'exécution des projets urbains ;
- La mise en œuvre de micro activités économiques urbaines par l'appui aux opérateurs locaux dans dix collectivités locales.

A l'issue du Programme initié avec l'UE, le Gouvernement a décidé de poursuivre les activités dans le cadre du PADEC, le Programme d'Appui aux Collectivités

Locales, intitulé PADEC/PADELU. C'est à ce titre qu'un budget a été élaboré par le Programme en relation avec les autorités pour le financement en 2008 des activités à travers le Budget Consolidé des Investissements de l'Etat (BCI) pour l'essentiel.

Financement

Les besoins ont été prévus dans le budget 2008 du Programme pour un montant de deux milliards (2.000.000.000) se répartissant comme suit (montants en F CFA) :

- Investissements prévus : 1.390.000.000 ;
- Fonctionnement : 580.000.000 ;
- Imprévus : 30.000.000.

Le financement du budget était prévu comme suit :

- sur le BCI pour 1.440.000.000 ;
- à rechercher : 560.000.000.

Il faut préciser que seul un montant de 300.000.000 de F.CFA a été mobilisé, en définitive en 2008, au titre du BCI.

Le Programme tirait à sa fin, à la date de l'intervention de l'Auditeur (Septembre 2009).

<p>4- SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE</p>
--

4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION

4-1 Mise en place de la Commission de Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés

Le PADEC/PADELU n'ayant pas de personnalité morale propre, fait partie des organismes placés sous l'autorité du Ministère Délégué, Chargé de la Décentralisation et des Collectivités Locales (MDCL).

Les arrêtés n°3422 et 3423 **du 16 avril 2008** du Ministre d'Etat, Ministre de la Décentralisation et des Collectivités Locales (ME-MDCL) portant création et composition de la Cellule de Passation des Marchés d'une part, et de la Commission des marchés du Ministère de la Décentralisation et des Collectivités Locales d'autre part, ont été transmis de même que les attestations de prise de connaissance des dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics des membres de la dite commission, le 05 mai 2008, par lettres n° 007 32 et 00733/MDCL/DAGE respectivement à la DCMP et à l'ARMP.

Présidée par le DAGE/MDCL (Administrateur civil), la Commission des Marchés comprend comme membres titulaires, un Technicien supérieur de l'agriculture, le représentant du service maître d'œuvre et comme suppléants un Administrateur civil et un Secrétaire d'Administration. La Cellule de Passation de Marchés est coordonnée par un Inspecteur des Affaires Administratives et Financières. Elle comprend deux autres membres titulaires (un Administrateur civil et un Secrétaire d'Administration). Les membres suppléants sont le Conseiller juridique, un Ingénieur des travaux de planification, un Secrétaire d'Administration.

Les membres de la Commission des Marchés et ceux de la Cellule de Passation des Marchés sont ainsi en conformité respectivement avec les dispositions de l'Arrêté n°11588 et 11586 du Ministère de l'Economie et des Finances du 28/12/2007, au plan de leur nomination, de leur nombre et de leur niveau hiérarchique (niveau cadre ou assimilé).

Problèmes identifiés par l'Auditeur :

La mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés a été effectuée de manière tardive (au mois d'Avril 2008) ; cependant, ce retard n'a eu aucune conséquence, les marchés passés par l'Autorité Contractante étant postérieurs au mois d'Avril 2008.

4-2 Fonctionnement de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés

L'appui de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des Marchés aux différents services a été confirmé par le Secrétariat Exécutif. Les membres de la Commission et de la Cellule des marchés comme de l'équipe PADEC/PADELU ont bénéficié d'une formation de trois (3) jours au titre du Code des Marchés Publics.

Cependant, le fonctionnement des structures a été caractérisé par certains dysfonctionnements découlant de la non maîtrise, au départ, des dispositions du Code des Marchés (non publication de l'Avis Général de Passation des Marchés, non transmission de certains dossiers à la Direction Centrale des Marchés Publics).

4-3 Conservation / Archivage des Informations

La conservation de l'archivage des dossiers sont apparus comme corrects ; l'essentiel des pièces constitutives des marchés figurent dans les dossiers mis à la disposition de l'Auditeur. Cependant, quelques éléments (diverses correspondances échangées avec la DCMP) étaient quelquefois manquantes.

4-4 Rapports périodiques

Problèmes identifiés :

- Les rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés devait établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n° 11568 du Ministre de l'Economie et des Finances, n'ont pas été produits et envoyés à la DCMP, au cours de la gestion 2008 ;
- Le Rapport Annuel sur les marchés publics 2008 que la Commission des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2009, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics, n'a été ni produit, ni envoyé à l'ARMP.

Points de Vérification**Organisation Institutionnelle****Nom de l'Autorité Contractante : PADEC / PADELU**

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations
1	Commission des Marchés	Les membres de la Commission ont été nommés tardivement, à la date du 16 Avril 2008 . Le Secrétariat est assuré effectivement par le Responsable de la Cellule de Passation des Marchés.	2
2	Cellule de Passation des Marchés	La Cellule de Passation des Marchés a été mise en place aussi le 16 Avril 2008 . La Cellule étant localisée en dehors des bureaux du PADEC/PADELU, au Ministère, l'archivage des documents de passation de marchés est assuré par l'Assistant du Secrétaire Exécutif du Programme. Cet archivage peut être amélioré pour prendre compte les courriers navettes entre le Programme et la DCMP (concertations sur les projets de DAO, de marché, les PV, les Avis divers). Cependant, la Cellule ne présente pas les rapports trimestriels de passation de marchés.	2
3	Capacité en matière de passation de Marchés	Il faut noter la qualité des dossiers présentés dans l'ensemble en ce qui concerne les DAO, lettre d'invitation, PV d'ouverture et d'évaluation, les marchés à l'exception des cas évoqués ci-avant au démarrage de l'application du nouveau Code des Marchés.	1
4	Conclusion	Le PADEC/PADELU a travaillé en synergie avec la Cellule et la Commission. Les compétences complémentaires impliquées, telles que le Responsable des Infrastructures, l'Ingénieur Conseil, le Responsable Administratif et Financier, celui des Opérations y compris le Secrétaire Exécutif ont joué un rôle déterminant dans la qualité des dossiers préparés qui portent pour l'essentiel sur des infrastructures.	1

Système de notation :

Performance satisfaisante : 1

Performance moyenne : 2

Performance non satisfaisante : 3

Le système de notation a été reconduit pour toutes les grilles suivantes.

**5- SYNTHÈSE DES CONSTATS À L'ISSUE DE LA
REVUE DES MARCHES**

5. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES

5.1 Plan de Passation des Marchés / Avis Général de Passation des Marchés

Le Plan de Passation des Marchés (PPM) 2008 du Programme a été établi, et envoyé par voie électronique, le 31 janvier 2008 au DAGE/MDCL pour transmission à la DCMP. Une seconde transmission (version révisée) a été faite directement à la DCMP, le 22 mai 2008, par courrier. Toutefois, la maîtrise d'œuvre relative à la supervision des travaux d'édification de voirie à Taïba N'DIAYE, et celle relative à l'étude du réseau d'assainissement eaux de pluie de Thiès ne figure pas au niveau du PPM de même que la liste des DRP.

L'Avis Général de passation de marchés n'a pas été établi.

5.2 Tableau de synthèse des marchés passés par le PADEC / PADELU et de l'échantillon constitué par l'Auditeur

Au titre de la gestion 2008, le PADEC/PADELU a passé huit (8) marchés :

1. Travaux d'aménagement des berges de Saint-Louis
2. Travaux de voirie à Taïba NDIAYE
3. Travaux d'assainissement eaux pluviales à Thies
4. Etude et suivi du projet d'aménagement des berges à Saint-Louis
5. Etudes et suivi des travaux de voirie à Taïba NDIAYE
6. Etudes techniques du projet d'assainissement eaux pluviales à Thiès
7. Assurance maladie du personnel
8. Impression des documents de capitalisation réalisés

Un projet de marché relatif à l'acquisition d'un véhicule 4x4 avait été abandonné compte tenu des difficultés de mobilisation de ressources de financement à ce sujet.

Compte tenu du faible nombre de marchés, l'Auditeur a passé en revue la totalité des marchés.

Le tableau de synthèse et l'échantillon constitué (100 %) sont décrits ci-après.

5-3 Commentaires de synthèse sur les marchés contrôlés

Les infractions aux dispositions du Code des Marchés ont surtout été décelées à **l'ouverture des plis**, par la non transmission du PV d'ouverture aux soumissionnaires.

En ce qui concerne plus spécifiquement, le marché de prestations intellectuelles (« Etudes et suivi des travaux d'aménagement des berges du fleuve à Saint-Louis ») :

- l'avis de la DCMP n'a pas été requis, en ce qui concerne le rapport d'attribution, bien que le montant du marché (50 millions de F CFA) dépasse le seuil fixé pour l'exercice du contrôle a priori par cette Direction ;
- aucune assurance n'existe quant à la publication de l'attribution provisoire de ce marché (article 81-3 du Code des Marchés).

**QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS
DE PASSATION DE MARCHES**

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2008		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue	
	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>
Appel d'offres ouvert (AOO)	2	326 090 353	2	326 090 353
Appel d'offres restreint (AOR)	1	496 868 603	1	496 868 603
Prestations intellectuelles (PI)	1	50 000 000	1	50 000 000
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	4	44 338 000	4	44 338 000
Entente Directe (ED)	0	-	0	-
Total	8	917 296 956	8	917 296 956
	100%	100%	100%	100%

NATURE DES MARCHES	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2008		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue	
	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>
Travaux	3	822 958 956	3	822 958 956
Fournitures	0	-	0	-
Services	5	94 338 000	5	94 338 000
Total	8	917 296 956	8	917 296 956
	100%	100%	100%	100%

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marché	Le plan de passation de marchés ne comprend pas les DRP relatives à la maîtrise d'œuvre portant sur la voirie à Taïba NDIAYE et le réseau d'assainissement eaux pluviales à Thies	2
2	Avis général de passation de marchés	L'avis général de passation de marchés n'a pas été publié.	3
3	Demande renseignements et de prix (DRP)	L'Autorité contractante a saisi par courrier les fournisseurs et prestataires ciblés. Les listes restreintes sont suffisamment diversifiées et les prix semblent compétitifs. La comparaison des prix pour les mêmes prestations entre les DRP relatives à la maîtrise d'œuvre de la voirie à Taïba NDIAYE et le réseau d'assainissement eaux pluviales de Thies laisse apparaître un écart qui se justifie d'une part par le montant plus important du marché relatif à la voirie de Taïba NDIAYE et d'autre part, par le fait que pour ce cas-ci, il y a en plus des études, le suivi de l'exécution du projet sur le terrain par le prestataire.	1
4	Délais de passation des marchés	L'évaluation des offres est faite sans retard en général une semaine après l'ouverture des plis.	1
5	Procès verbaux d'ouverture des plis	Les procès verbaux d'ouverture des plis ne sont pas systématiquement communiqués aux soumissionnaires	3
6	Publication des attributions	Les publications des attributions sont systématiques et faites conformément au Code des marchés.	1
7	Recours	Les recours ont été gérés conformément à la réglementation	1
8	Gestion des marchés	Les délais d'exécution sont respectés. Cependant la non mobilisation de la totalité des ressources financières attendues du BCI en ont perturbé la poursuite jusqu'à leur terme	1
9	Archivage des dossiers	L'Autorité contractante dispose d'un dispositif de classement et d'archivage des dossiers de marchés. C'est un classement bien sérié qui comprend un dossier relatif à la sélection et un dossier de gestion du marché	2
10	Violation de la réglementation	Elles portent sur le marché de maîtrise d'œuvre pour les travaux d'aménagement des berges de Saint-louis au-delà du seuil non soumis à la revue a priori de la DCMP et aux marchés relatifs à la voirie à Taïba NDIAYE dont l'ordre de service de démarrage est à compter du 27 octobre 2008 alors	

		que le marché est approuvé le 17 mars 2009 et à l'assainissement eaux pluviales de Thies alors que l'ordre de service de démarrage est à compter du 29 octobre 2008 alors que le marché est approuvé le 31 décembre 2008	3
11	Conclusion	Des efforts soutenus ont été consentis pour respecter les dispositions du nouveau code des marchés publics. Cependant, il y a eu des omissions dans le processus de concertation avec la DCMP comme annoncé ci-dessus	2

6- REVUE DETAILLEE DES MARCHES

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO) PUIS RESTREINT (AOR)**Référence du marché :** T 0898/08**Objet du marché :** Travaux d'aménagement des berges de Saint-Louis.**Montant du marché :** 496.868.603 F.CFA**Référence du titulaire :** SOGECAM

N°	RUBRIQUE	Constats et commentaires	Notation
1.	Plan de passation de marchés	Le marché est mentionné dans le PPM transmis à la DCMP pour 458.000.000 F.CFA. Il n'a pas été publié un avis général de passation de marchés par l'Autorité contractante à ce sujet.	2
2.	Revue du dossier d'appel d'offres	Un dossier d'appel d'offres complet a été élaboré par le maître d'œuvre. Des critères portant sur les conditions de recevabilité des offres notamment, la conformité administrative, les conditions financières impliquant les garanties requises ont été prises en compte.	1
3	Publicité	L'avis d'appel d'offres a fait l'objet de publications dans le quotidien "Le Soleil" des 04, 08, 11, 15, 18 et 22 septembre 2008. L'Avis d'appel d'offres est conforme au modèle publié sur le site de l'ARMP à l'exception de la mention de l'avis général diffusé. Le délai accordé pour le dépôt des offres, est d'un mois (du 04 septembre date de retrait des DAO par les éventuels soumissionnaires au 06 octobre date de dépôt des offres).	2
4.	Ouverture des offres	L'ouverture des offres a eu lieu en séance publique le 06 octobre. Etaient présents à cette séance d'ouverture deux membres de la Commission des marchés et deux membres de la Cellule dont le responsable de ladite Cellule ainsi que le Secrétaire Exécutif du PADEC/ PADELU et son responsable Infrastructures. Aucun élément dans le dossier communiqué ne confirme la transmission du PV d'ouverture aux soumissionnaires.	2
5.	Evaluation des offres et proposition d'attribution provisoire	Compte tenu de la non-conformité technique de l'offre d'un des deux soumissionnaires en l'occurrence EGB et de l'infraction de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics du Groupe DISSO, la Commission des Marchés a recommandé de porter le différend né de la fausse déclaration du Groupe DISSO devant le Comité de Règlement des Différends de	1

		l'ARMP et de déclarer infructueux l'appel d'offre. La DCMP saisie par lettre n°434.09 du 22 octobre du PADEC/PADELU a donné son accord le 28 octobre par courrier n°3496 pour le lancement d'un appel d'offres restreint en lieu et place.	
6	Revue du dossier d'appel d'offres restreint	Voir point 2 ci-dessus. Il s'agit du même DAO.	
7	Lettre d'invitation	Cinq candidats ont été ciblés. Comme préconisé par le CMP en son article 74, paragraphe 2, point (a) à (d), la lettre d'invitation cible les entreprises choisies et précise les conditions d'accès au DAO, les délais de souscription et les exigences à satisfaire qui sont détaillées dans le DAO	1
8	Ouverture des offres	L'ouverture de la seule offre reçue a eu lieu en séance publique le 28 novembre 2008, et l'offre reçue, celle de SOGECAM a été lue à haute voix. Les membres de la Commission sont ceux qui ont été nommés. Aucun élément du dossier exploité n'atteste que le PV d'ouverture a été transmis au soumissionnaire.	2
9	Evaluation des offres et proposition d'attribution provisoire	Il a été procédé le 1 ^{er} décembre 2008 à la vérification de la conformité administrative de l'offre, l'analyse de l'offre financière, la vérification de la qualification de l'entreprise. Le sérieux de la Commission peut être attestée par rapport au contrôle assuré et l'exigence d'un dossier complet et conforme et tout ceci conformément au DAO.	1
10	Publication de l'attribution provisoire	Il n'a pas été trouvé dans le dossier communiqué d'attribution provisoire.	3
11	Revue du marché	Le marché signé est conforme au projet contenu dans le DAO. En ce qui concerne les garanties requises, celle relative à la restitution de l'avance forfaitaire de 74.530.290 F.CFA du 13 janvier 2009 de la CBAO et celle relative à la garantie d'exécution de 24.843.430 F.CFA de la CBAO, du 19 janvier 2009 figurent dans le dossier.	1
12	Approbation et notification du marché	Le marché a été approuvé par l'autorité compétente le 23 décembre 2008. Il n'a pas été possible à l'Auditeur de se prononcer sur le respect du délai entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission du marché à l'approbation. Du fait que l'attribution provisoire n'a pas été retrouvée dans le dossier. Concernant les délais observés pour l'approbation par rapport à la date de soumission et la date effective y relative, il s'est écoulé 08 jours. La DCMP a donné son avis favorable le 15 décembre 2008 et l'approbation est intervenue le 23 décembre 2008.	2
13	Publication de l'attribution définitive	L'attribution définitive a fait l'objet de publication dans le quotidien "Le Soleil" du 23 décembre 2008. Les mentions sont conformes au modèle publié sur le site de l'ARMP sur la base de la décision n°3 du 20 mai 2008. A l'exception de la référence à la date de	2

		l'attribution provisoire qui est remplacée dans ce cas ci par la mention : Date de lancement de l'appel d'offres restreint.	
14	Contrôle et avis de la DCMP	Sur l'appel d'offres infructueux, la DCMP a fait le constat à partir du PV d'évaluation des offres du 10 octobre qui ressort la fausse déclaration de l'entreprise DISSO confirmée par la décision du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP d'une part et la non-conformité technique de l'offre de la seconde entreprise à avoir soumissionné EGB. L'autorisation donnée par la DCMP à l'autorité contractante se fonde sur l'article 64 du Code des Marchés Publics notamment dans les cas d'offres irrecevables ou non conformes. En ce qui concerne l'examen juridique et technique qui a porté sur le projet de marché tous les échanges de courrier ne figurent pas dans le dossier. Toutefois, la DCMP est fondée à exiger comme elle le souligne dans son courrier n° 4090 du 04 décembre 2008, la satisfaction par l'attributaire des exigences mentionnées dans le PV d'attribution provisoire et ayant trait à l'attestation de non faillite , la confirmation de prix unitaires du lot n° 14 (Aménagements – Espaces verts), la proposition d'une méthodologie et d'une organisation tenant compte des travaux de stabilisation des berges. Dans la même lancée elle rappelle la nécessité de se baser sur le guide méthodologique accessible sur son site pour le nombre de pièces constitutives à fournir en original et copie pour l'approbation dudit marché.	1
15	Exécution du marché	Les garanties citées ci-dessus au point 11 et relatives à l'avance forfaitaire et à l'exécution ont été fournies. Le Maître d'œuvre a produit un rapport de clôture de chantier (l'exécution du projet ayant été interrompue faute de ressources financières suffisantes) comportant entre autres, les PV des réunions sur le chantier (du 09 janvier 2009 au 07 avril 2009) dont la réception des parties réalisées en relation avec les différentes parties prenantes. Un PV de clôture des comptes avec un état des lieux contradictoires a été fait en relation avec l'entreprise, le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage, le 07 avril 2009.	1
16	Paielements	La SOGECAM a reçu une avance forfaitaire de 63.161.263 F.CFA par chèque n° 5.376.898 du 03 mars 2009 du PADELU tiré sur la BICIS. Avec la décision de résiliation du contrat notifiée par lettre n° 079.09 du 09 avril 2009, la SOGECAM a négocié avec le PADEC/PADELU pour la prise en charge des travaux réalisés. Les deux parties se sont accordées sur un différentiel de 70.000.000 F.CFA à valoir sur le Fonds d'Equipement des Collectivités Locales 2009.	1
17	Recours et litiges	Voir ci-avant	
18	Vérification de l'exécution physique		
19	Conclusion	La procédure de passation du marché est satisfaisante dans l'ensemble.	1

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO)**Référence du marché :** T0193/09**Objet du marché :** Travaux de voirie à Taïba N'DIAYE**Montant du marché :** 215.247.340 F.CFA**Référence du titulaire :** E.A.T.P

N°	RUBRIQUE	Constats et commentaires	Notation
1.	Plan de passation de marchés	Le marché est mentionné dans le PPM transmis à la DCMP pour un montant de 210.000.000 F.CFA. Par contre l' avis général de passation de marchés n'a pas été publié par l'Autorité contractante.	2
2.	Revue du dossier d'appel ⁴ d'offres	Le dossier d'appel d'offres est conforme et comporte tous les dossiers requis. Il a été préparé en relation avec le Maître d'œuvre recruté pour l'étude et la supervision des travaux.	1
3	Publicité	L'avis d'appel d'offres a fait l'objet d'insertions dans le quotidien "Le Soleil" des 04, 07, 13, 18, 22 et 26 août et 1 ^{er} septembre 2008. Le délai accordé pour le dépôt des offres est de un (1) mois du 04 août 2008 au 04 septembre 2008.	1
4.	Ouverture des offres	L'ouverture des offres a eu lieu en séance publique, en présence des soumissionnaires. Etaient présents cinq (5) membres de la Commission et de la Cellule de passation des marchés dont les responsables des deux structures, le responsable des infrastructures du PADEC/PADELU et le Responsable des opérations en plus des représentants des entreprises soumissionnaires. Aucun élément du dossier ne permet de dire que le PV d'ouverture a été transmis aux soumissionnaires.	2
5	Evaluation des offres et proposition d'attribution provisoire	Il a été procédé le 08 septembre 2008 à l'analyse de la conformité des offres, puis à l'analyse des propositions financières et enfin à l'analyse de la qualification de l'entreprise moins disante. L'approbation du rapport est intervenue le lendemain 09 septembre 2008. L'attributaire a été saisi par courrier n° 371.08 pour les dispositions à prendre.	1
6	Publication de l'attribution provisoire	L'attribution provisoire a été publiée le 17 septembre 2008 dans le quotidien "Le Soleil". L'avis d'attribution provisoire publié est conforme à celui publié par l'ARMP dans son site par décision n°3/C RMP du 20 mai 2008. Il manque cependant le numéro du marché.	1

7	Revue du marché	A l'exception des deux articles ajoutés au marché signés Article 39 Validité du marché et Article 40 Nantissement, le marché signé est conforme à celui qui figure dans le DAO. Les garanties de bonne fin d'exécution et d'avance de démarrage ont été prises en compte.	1
8	Approbation et notification du marché	Le marché a été approuvé par l'autorité compétente le 17 mars 2009 Le délai de quinze jours requis entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation n'a pas été respecté. Six (6) mois se sont écoulés La non maîtrise de la procédure a occasionné un important échange de courrier entre le PADEC/PADELU et la DCMP, de décembre 2008 à mars 2009. Les délais observés pour l'approbation sont de 11 jours (délai entre date de soumission à l'approbation le 06 mars 2009 et la date d'approbation effective, le 17 mars 2009) Le marché a fait l'objet de notification écrite le n° 193 du 25 mars 2009.	2
9	Publication de l'attribution définitive	L'attribution définitive a été publiée le 06 octobre 2008 dans le quotidien "Le Soleil". L'avis d'attribution définitive est conforme à celui publié dans le site de l'ARMP sous les références annoncées ci-dessus.	1
10	Contrôle et avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)	La DCMP a joué un rôle d'appui pour la mise en conformité des dossiers, notamment les marchés avec les notes de présentation et l'ensemble des pièces requises à l'occasion de la soumission des marchés à l'approbation. L'examen juridique et technique effectué en amont a aidé l'Autorité contractante à se familiariser avec le nouveau CMP.	1
11	Exécution du marché	Les garanties de bonne fin d'exécution et d'avance de démarrage respectivement n°08/6209 et 08/6208 de la SONAC datant du 27 novembre 2008 ont été fournies. Les PV de réunion hebdomadaire de chantier n°1 à n°16 du 27 novembre 2008 au 04 juin 2009 font le point des approvisionnements et de l'état d'avancement du chantier par le Maître d'œuvre en relation avec l'entreprise et le Maître d'ouvrage.	2
12	Paiements	-Les paiements effectués ont été les suivants : - Avance de démarrage du 25/11/08 : 27.361.950 F.CFA ; - Facture 2009/04/08 du 28/04/09 : 4.237.288 F.CFA .	1
13	Recours et litiges	Sans objet	
14	Vérification de l'exécution physique	Le projet a été visité par l'Auditeur le 07 septembre en compagnie de représentants de la communauté rurale. Il a été parcouru les 3,2 kilomètres de pistes mises aux normes pour la construction de la voirie et recouverte de couches de latérite de base.	1

15	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution du marché	sans objet	
16	Conclusion	Procédure de Passation satisfaisante dans l'ensemble	1

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO)**Référence du marché :** T0017/09**Objet du marché :** Travaux d'assainissement eaux pluviales à Thies**Montant du marché :** 110.843.013 F.CFA**Référence du titulaire :** E.C.O.R.E, Bâtiment n°32, Domaine industriel
SODIDA, Dakar

N°	RUBRIQUE	Constats et commentaires	Notation
1.	Plan de passation de marchés	Le marché est mentionné dans le PPM transmis à la DCMP pour 104.500.000 F.CFA. Par contre, l'Autorité contractante n'a pas publié l'avis général de passation de marchés.	2
2.	Revue du dossier d'appel ⁴ d'offres	Le dossier d'appel d'offres a été bien préparé grâce à la mobilisation du maître d'œuvre qui a fourni également tous les éléments descriptifs du projet dans son ensemble.	1
3	Publicité	L'avis d'AO a été publié dans le quotidien "Le Soleil" des 06, 08, 12, 19 et 27 août 2008 et le 03 septembre 2008. Toutes les mentions requises sont incluses dans l'Avis d'AO à l' exception de celle ayant trait à l'Avis général de passation de marchés qui n'a pas été lancé. Le délai accordé pour le dépôt des offres est d'un mois du 06 août 2008 date de retrait du DAO par tout soumissionnaire intéressé et le 04 septembre date de dépôt des offres.	1
4.	Ouverture des offres	L'ouverture des offres a eu lieu le 04 septembre 2008 comme prévu dans le DAO en séance publique en présence des représentants des soumissionnaires. Cinq membres de la Commission et de la Cellule des marchés, dont le Président et le responsable de ladite Cellule ont participé à la séance d'ouverture des offres en présence du responsable des infrastructures du PADEC/PADELU et du responsable des opérations. Le PV d'ouverture n'a pas été transmis aux soumissionnaires. Il a été réclamé par la suite par le représentant de SIMCO SARL qui avait des observations à formuler sur la procédure.	2
5.	Evaluation des offres et proposition d'attribution provisoire	L'évaluation des offres a eu lieu le 08 septembre 2008. Elle a porté sur l'analyse de la conformité des offres par rapport aux dispositions légales, l'analyse des offres financières, leur classification qui ressort l'entreprise E.C.O.R.E comme moins disante. Il a été	1

		par la suite procédé à la vérification de la qualification de cette entreprise. Le 10 septembre 2008, l'Autorité contractante a notifié l'attribution provisoire à l'entreprise par courrier n° 375.08.	
6	Publication de l'attribution provisoire	L'attribution provisoire a fait l'objet de publication le 17 septembre 2008 dans le quotidien "Le Soleil". l'avis d'attribution provisoire est conforme au modèle publié par l'ARMP à l'exception du numéro de marché.	1
7	Revue du marché	le marché signé est conforme au projet contenu dans le DAO à l'exception de deux articles qui portent sur la validité du marché (article 39) et le nantissement (article 40). Les garanties d'avance de démarrage (n°08/6138/CTP – A du 06 novembre 2008 et de bonne fin d'exécution n° 08/6139/CTP – BE du 06 novembre 2008 de la SONAC (Société Nationale d'Assurances du Crédit et du Cautionnement) ont été prises en compte.	1
8	Approbation et notification du marché	Le marché a été approuvé par l'autorité compétente le 31 décembre 2008. Le délai de quinze jours requis entre la publication de l'attribution provisoire (17 septembre 2008) et la soumission à l'approbation n'a pas été respecté du fait de la non maîtrise des procédures de passation des marchés par l'autorité contractante. Il a fallu plusieurs échanges avec la DCMP pour mettre l'ensemble du dossier (marché et pièces correspondantes) aux normes. L'avis favorable de la DCMP et l'approbation ont eu lieu le même jour, le 31 décembre 2008. Le marché a été notifié le 07 janvier 2009 sous la référence 0017.	2
9	Publication de l'attribution définitive	L'attribution définitive a été publiée le 20 octobre 2008 dans le quotidien "Le Soleil". L'avis d'attribution définitive est conforme au modèle publié par l'ARMP.	1
10	Contrôle et avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)	Les contrôles et avis de la DCMP sont en conformité avec la législation en ce qui concerne ce marché. L'Autorité contractante de bonne foi avait déjà signé le marché et procédé à sa notification pour compter du 29 octobre auprès de l'entreprise attributaire E.C.O.R.E. Par lettre n° 571.08 du 27 novembre 2008, elle transmettait pour approbation ledit marché pour approbation. C'est à cette occasion que la DCMP a pris connaissance du marché et a soulevé les observations qui ont permis entre autres points de ramener le taux de la retenue de garantie à son niveau légal, de préciser la limite de 20 % du montant initial sur les variations éventuelles de la masse des travaux, de faire ajouter des clauses spécifiques nécessaires au marché.	2

11	Exécution du marché	<p>Les garanties ont été fournies comme précisées au point 7 ci-dessus.</p> <p>La réception du projet a été faite le 22 juillet 2009 et des réserves ont été portées sur le PV. L'auditeur a visité le projet le 07 septembre 2009 en compagnie du représentant de l'ONAS et après avoir rencontré les représentants de la Mairie. Il est entièrement réalisé. Il ne reste qu'à satisfaire les réserves avant de procéder au paiement pour solde des sommes dues à l'entrepreneur.</p>	1
12	Paielements	<p>-Les paiements effectués se chiffrent à 55.659.231 F.CFA représentant 50 % du marché. Ils portent sur l'avance de démarrage et le paiement des décomptes 1 à 3. Le reste des paiements devant intervenir sur la base du FECL 2009 qui a été notifié au PADEC/PADELU le 26 août dernier.</p>	1
13	Recours et litiges	<p>La procédure de passation a fait l'objet d'un recours de la part du soumissionnaire SIMCO SARL.</p> <p>La motivation de son recours c'était :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'abord la non prise en compte par le Programme de la nécessité de produire par tout soumissionnaire entrepreneur comme artisan du bâtiment et des travaux publics de l'attestation de qualification et de classement prévu par l'article 46 du CMP ; - l'application des dispositions du paragraphe 4 de l'article 67 du CMP qui n'auraient pas été respectées à savoir la lecture à haute voix lors de l'ouverture des plis des renseignements concernant les différents soumissionnaires ainsi que la remise du PV d'ouverture aux candidats à l'appel d'offres présents. <p>L'autorité contractante a répondu au courrier du requérant et communiqué au Comité de Règlement des Différends, les pièces demandées.</p> <p>Le 29 septembre le CRMP décidait que « la requête de SIMCO SARL était recevable » mais « que l'attestation de qualification et de classification dont la production est exigée par l'article 46 du CMP ne figurait pas au titre des pièces demandées par le DAO » et « ordonnait à l'autorité contractante...de demander au soumissionnaire ayant présentée l'offre évaluée la moins disante de fournir toute pièce justificative complémentaire indiquées dans les données sur le marché, d'en réclamer la production ; qu'à défaut pour celui-ci d'y satisfaire, le marché devait être attribué au second moins disant qui se serait conformé à cette formalité.</p> <p>les requérants connaissent effectivement les règles prévues en matière de procédure de recours.</p> <p>L'exécution n'a pas fait l'objet de litiges.</p> <p>Il faut reconnaître que l'ARMP dans son ensemble y</p>	2

		compris le CRMP a traité avec diligence cette affaire. La mesure de sauvegarde a été prise dès la prise de connaissance de la requête de SIMCO SARL et le processus d'instruction et de prise de décision concernant le différend a été traité avant deux semaines.	
14	Vérification de l'exécution physique	Le projet est à ce jour entièrement réalisé. Il a été visité par l'Auditeur en compagnie de l'ONAS. C'est le PADEC/PDELU qui est redevable vis-à-vis de l'entreprise. Toutefois, il faudra veiller à ce que cette dernière satisfasse les réserves déjà formulées par la Commission de réception avant le paiement pour solde de tout compte.	1
15	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution du marché	sans objet	
16	Conclusion	Procédure de passation satisfaisante dans l'ensemble	1

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Référence du marché : sans référence

Mode de sélection : Appel d'offres

Objet du marché : Etude et suivi du projet d'aménagement des berges de Saint-Louis

Montant du marché : 50.000.000 F.CFA

Référence du titulaire : Cabinet A et C

Référence du titulaire : Cabinet Architecture et Climat Ouest Foire VDN face CPFT Sénégal-Japon, BP 1852 Dakar.

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	le marché est bien mentionné dans le PPM pour 40.000.000 de francs CFA. Par contre, l'Autorité contractante n'a pas publié d'avis général de passation de marchés.	2
2	Publicité	L'avis d'appel d'offres a été diffusé dans le quotidien "Le Soleil" des 11, 17, 26 et 30 avril 2008. Le DAO pouvait être retiré le 11 avril et les offres devaient être déposées le 13 mai 2008. l'Avis d'AO est conforme au modèle publié sur le site de l'ARMP et datant du 20 mai 2006. Ceci, à l'exception du premier paragraphe faisant cas de l'Avis Général de passation des marchés. Le délai accordé pour le dépôt des offres est d'un mois du 11 avril 2008 au 13 mai 2008.	1
3	Etablissement de la liste restreinte	Sans objet	
4	Revue de la demande de proposition	La DP n'est pas disponible dans le dossier.	3
5	Délai accordé pour le dépôt des offres	Le délai est conforme à ce qui figure sur la lettre d'invitation et sur le DAO	1
6	Procédure d'ouverture des offres	L'ouverture des offres a eu lieu en séance publique, en présence des représentants des soumissionnaires. Les offres ont été lues. La commission ayant procédé à l'ouverture des offres comprend le Président, un titulaire et un suppléant de la Commission des marchés ainsi que le Responsable et un membre, de la Cellule, le	2

		Secrétaire exécutif du PADEC/PADELU, son responsable des infrastructures et les cabinets soumissionnaires. Rien ne confirme dans le dossier communiqué que le PV d'ouverture a été transmis aux soumissionnaires.	
7	Vérification de l'évaluation des offres	l'offre la moins disante a été retenue. La conformité des offres a été par ailleurs vérifiée par rapport aux pièces administratives notamment en ce qui concerne la fiche de renseignements exigée, la conformité par rapport à la législation, les litiges éventuels, la non faillite de même qu'au plan financier les références bancaires, et la présentation de la lettre de soumission. L'ouverture des offres a eu lieu comme prévu le 13 mai 2008 date de dépôt des offres et l'évaluation, le 20 mai 2008. L'approbation du rapport d'évaluation a eu lieu dans les mêmes délais selon les documents communiqués.	1
8	Publication de l'attribution provisoire	Il n'y a pas d'évidence de la publication de l'attribution provisoire dans le dossier communiqué. Néanmoins la notification a été faite à l'endroit de l'attributaire et (lettre n° 201.08 du 26 mai 2008) et les autres soumissionnaires ont été informés par courriers n° 202.08 à 205.08 du 26 mai 2008	2
9	Approbation et notification du marché et, publication de l'avis d'attribution définitive	Le marché n'a pas fait l'objet d'approbation. Le marché a été notifié directement par le Secrétaire exécutif du PADEC/PADELU au Cabinet attributaire. Il n'y a pas eu de publicité relative à l'attribution définitive.	3
10	Contrôle et avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)	Sur la base des dossiers communiqués, la DCMP n'a pas été impliquée alors que le marché dépasse le seuil à partir duquel le contrôle a priori est requis.	3
11	Exécution du contrat	Le Cabinet a réalisé les travaux suivants : - le dossier technique intégré au DAO pour les travaux d'aménagement des berges de Saint-Louis ; - assistance du PADEC/PADELU pour la sélection des offres des travaux des entreprises ; - la préparation du chantier de travaux	1

		et le contrôle y relatif ; - la production du rapport de clôture du chantier.	
¹²	Paiements	29.780.000 F.CFA ont été payés dont 23.780.000 pour l'Etude et le reste pour le suivi. Le contrat a été résilié pour le reste des prestations compte tenu de la non mobilisation de toutes les ressources prévues.	1
¹³	Compétitivité des prix	- Le Cabinet est moins disant.	1
¹⁴	Recours et litiges	- N/A	
¹⁵	Violations éventuelles à la réglementation	- N/A	
¹⁶	Conclusion	Le contrat n'a pas été soumis comme prévu au contrôle de la DCMP. Il a été interrompu en cours d'exécution faute de ressources. Performances moyenne.	2

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX**Références du marché :****Objet du marché :** Projet de réalisation de voirie dans la Communauté rurale de Taïba N'DIAYE**Montant du marché :** 19.688.000 F.CFA**Référence du titulaire :** SETICO, Sacré cœur III VDN Extension près du Cimetière Saint Lazare

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	La DRP n'est pas indiquée dans le PPM transmis à la DCMP. Toutefois, l'examen de la DRP ne révèle pas de fractionnement.	2
2	Publicité	La DRP n'a pas fait l'objet d'une publicité autre que celle ciblant la liste restreinte.	1
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	La lettre d'invitation est datée du 14 avril 08 La date limite de dépôt des offres, c'est le 30 avril 08. Soit un délai de 15 jours.	1
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats	Candidats présélectionnés : - BETEG, ICA, GIC, POLYCONSULT, SETICO, TGI - La lettre d'invitation a été réceptionnée par les candidats présélectionnés.	1
5	Vérification de l'existence effective d'offres	Cinq offres ont été reçues : - 1. SETICO : 12.997.700 - 2. TGI : 28.320.000 - 3. GIC : 25.137.500 - 4. ICA : 41.713.000 - 5 : POLYCONSULT : 33.353.000 Les offres sont archivées Les entreprises présélectionnées existent	1
6	Procédure d'ouverture des offres	Les offres ont été ouvertes et lues en séance publique. Tous les candidats présélectionnés étaient présents à l'exception de BETEG.	1
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	- Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante ; - Il a été procédé d'abord à une évaluation technique conformément à la demande de proposition puis à un classement des cabinets ayant obtenu plus de 70 points. Le cabinet classé	1

		présentant l'offre financière la moins disante SETICO (26.768.300 compte tenu reprise du calcul du suivi pour 3 mois) a été retenu.	
8	Vérification de l'évaluation des offres	La DRP a fait l'objet d'un contrat le 21 mai 2008 prévu pour 30 jours.	1
9	Exécution du contrat	<ul style="list-style-type: none"> - Réception effective du dossier technique (confère DAO juillet 2008); - Assistance du Maître d'ouvrage dans la sélection des offres des entreprises de travaux non vérifiable dans les PV d'ouverture et de dépouillement - Préparation du chantier CF PV de chantier - Contrôle de la bonne exécution (confère PV de chantier 1 à 16 du 27/11/08 au 04/06/09. 	2
10	Paiements	Les justificatifs de paiements ne sont pas disponibles dans le dossier communiqué	3
11	Compétitivité des prix	Par rapport aux contrats de maîtrise d'œuvre dans les contrats de ville, les prix apparaissent comme compétitifs.	1
12	Recours et litiges	Sans objet	
13	Vérification de l'exécution physique	Les PV de chantier et la mission de terrain confirment le niveau d'exécution.	1
14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution du marché	Sans objet	
15	Conclusion	Procédure de Passation moyenne dans l'ensemble	2

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Références du marché :

Objet du marché : Etudes techniques relatives au projet d'Assainissement eaux pluviales du quartier Grand Thies près de la place Normandie.

Montant du marché : 4.650.000 F.CFA

Référence du titulaire : Sidy Mohamed Lamine DIAGNE résidant à la villa 82, Cité des Jeunes Cadres de Dakar, Toundoup Rya, Yoff Aéroport BP 16240 Dakar Fann, N°CIN : 1.751.1954.09077. Tél : 33 820 19 80 / 77 639 59 95

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	La DRP n'est pas indiquée dans le PPM transmis à la DCMP. Toutefois, l'examen de la DRP ne révèle pas de fractionnement.	2
2	Publicité	La DRP n'a pas fait l'objet d'une publicité	2
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	Aucun élément dans le dossier ne permet d'apprécier le délai accordé pour le dépôt des offres.	3
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats	Le dossier ne comporte pas de liste restreinte.	3
5	Vérification de l'existence effective d'offres	Aucune offre ne figure dans le dossier.	3
6	Procédure d'ouverture des offres	Il n'y a pas d'élément permettant d'apprécier la procédure d'ouverture des offres.	3
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	Le dossier ne comporte pas de PV d'ouverture et d'évaluation..	3
8	Vérification de l'évaluation des offres	Sans objet	3
9	Exécution du contrat	Un dossier technique a été élaboré et intégré au dossier d'appel d'offres relatif aux travaux de construction du réseau d'assainissement de Grand Thies. Toutefois il n'est pas fait cas de la présence de Mr DIAGNE dans le PV de dépouillement relatif au projet de réseau d'assainissement à Grand Thies.	2
10	Paiements	Les paiements se chiffrent à 4.110.169 F.CFA en deux chèques datés du 03 et du 22 septembre 2008.	1

11	Compétitivité des prix	Par rapport aux contrats de maîtrise d'œuvre dans les contrats de ville, les prix semblent compétitifs.	1
12	Recours et litiges	Sans objet	
13	Vérification de l'exécution physique	Le DAO dans sa partie technique justifie la prestation. Toutefois, il n'y a pas trace de l'assistance du Maître d'œuvre au cours des séances de dépouillement portant sur le marché de travaux relatif au réseau d'assainissement.	2
14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution du marché	Sans objet	
15	Conclusion	Le dossier ne comporte que le contrat du prestataire et les décomptes qui lui ont été payés. Procédure de passation moyenne dans l'ensemble.	2

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Références du marché :

Objet du marché : Assurance maladie du personnel

Montant du marché : 5.000.000 F.CFA

Référence du titulaire : NSIA

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMP pour 5.000.000. Toutefois, l'examen de la DRP ne révèle pas de fractionnement.	2
2	Publicité	La DRP n'a pas fait l'objet d'une publicité	1
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	Le délai accordé est de 15 jours. Du 16 au 30 avril 2008	1
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats	La liste restreinte. comprend 6 sociétés d'assurance	1
5	Vérification de l'existence effective d'offres	Les offres sont disponibles dans le dossier.	1
6	Procédure d'ouverture des offres	Elle a eu lieu en séance publique le 30 avril en présence des membres de la Commission et de la Cellule des marchés, cinq au total dont le président et des représentants des sociétés d'assurance.	1
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	Cinq sociétés sur les six ciblées ont déposé leurs offres. La commission de dépouillement a décidé de se faire assister par un assureur conseil indépendant "3CA" pour évaluer les offres.	1
8	Vérification de l'évaluation des offres	L'offre de NSIA apparaît effectivement la plus avantageuse avec une garantie par assuré de 15.000.000 pour une prime de 8 mois de 4.506.518	1
9	Exécution du contrat	La police d'assurance santé correspondante est la n° 1000 127 08 0005F PADEC/PADELU	1
10	Paiements	Les paiements se chiffrent à 4.083.950 F.CFA (chèque BICIS n° 4492561 du 02/06/08 pour 7 mois en définitive.	1

¹¹	Compétitivité des prix	NSIA n'était pas la moins chère mais offrait une couverture plus importante.	1
¹²	Recours et litiges	Sans objet	
¹³	Vérification de l'exécution physique	Il s'agit de la couverture sanitaire des agents et de leurs ayants droits, soit 19 personnes au total.	1
¹⁴	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution du marché	Sans objet	
¹⁵	Conclusion	Ce dossier est bien élaboré et bien mené dans son ensemble. Procédure de passation satisfaisante.	1

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Références du marché :

Objet du marché : Impression des documents de capitalisation réalisés

Montant du marché : 15.000.000 F.CFA

Référence du titulaire : POLYKROME

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMP pour 14.000.000. Toutefois, l'examen de la DRP ne révèle pas de fractionnement.	2
2	Publicité	La DRP n'a pas fait l'objet d'une publicité	3
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	Le délai accordé est de 15 jours. Du 10 au 24 avril 2008	1
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats	La liste restreinte. comprend 6 sociétés d'imprimerie	1
5	Vérification de l'existence effective d'offres	Les offres sont disponibles dans le dossier.	1
6	Procédure d'ouverture des offres	Elle a eu lieu en séance publique le 24 avril en présence des membres de la Commission et de la Cellule des marchés, quatre au total dont le président et des représentants de deux sociétés d'impression.	1
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	Deux sociétés sur les six ciblées ont déposé leurs offres. Les deux offres dépassent le budget prévu. Toutefois POLYKROME ayant proposé une offre moins chère, il a été décidé d'entamer des négociations avec cette société.	1
8	Vérification de l'évaluation des offres	Le 02 mai 2008, les négociations avec POLYKROME ont permis de retenir les documents à imprimer et de s'accorder sur la somme globale de 15.000.000 F.CFA (TTC)	1
9	Exécution du contrat	Il s'est agi d'imprimer et de livrer : <ul style="list-style-type: none">- 300 exemplaires du Guide d'entretien et de Maintenance des infrastructures et équipements urbains ;- 650 exemplaires du Recueil des outils d'appui à la maîtrise d'ouvrage- 200 exemplaires du cahier des réalisations.	1

10	Paielements	Les paiements portent sur : <ul style="list-style-type: none">- Un chèque n°5376852 BICIS du 09/01/09 de 9.265.000 F.CFA ;- Un chèque n°4983458 du 24/12/08 de 3.161.000 F.CFA ;- Un chèque n°4983278 du 08/07/08 de 1.192.100 F.CFA ;- Un chèque n°4983302 du 08/07/08 de 235.800 F.CFA ; Soit 13.853.900 F.CFA HT	1
11	Compétitivité des prix	Les prix sont compétitifs	1
12	Recours et litiges	Sans objet	
13	Vérification de l'exécution physique	Les livraisons sont effectives	1
14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution du marché	Sans objet	
15	Conclusion	Ce dossier a été bien élaboré et bien mené dans son ensemble.	1

ANNEXES

Annexe n° 1 Commentaires de l'Autorité Contractante sur le
Rapport Provisoire

Annexe n° 2 Réponse de l'Auditeur

<p align="center">REPONSE DE L'AUDITEUR AUX OBSERVATIONS DE PADEC / PADELU SUR LE RAPPORT PROVISOIRE</p>

L'Auditeur a pris bonne note et a intégré dans le Rapport Définitif les observations de forme formulées par Mme le Secrétaire Exécutif (à l'exception de deux (2) qui nous sont apparues comme infondées). Il convient de souligner que ces manquements s'expliquent (1) par le fait que la mission PADEC/PADELU est la première mission que le Groupement a mise en œuvre (2) que cette mission s'est déroulée en toute urgence du fait que le Programme était en phase terminale et devait être clôturé incessamment.

En ce qui concerne les observations sur le fond, elles n'ont pas été de nature à influencer l'opinion formulée par l'Auditeur dans le Rapport Provisoire.

Enfin, l'Auditeur tient à souligner qu'aucune appréciation n'a été portée sur le respect ou non par Mme le Secrétaire Exécutif de l'Ethique, de la Morale et de la Transparence.

Le Représentant du Groupement

BARRY / MONTEIL